



Assemblée générale

Soixante-neuvième session

Documents officiels

Distr. générale
20 janvier 2015
Français
Original : anglais

Troisième Commission

Compte rendu analytique de la 40^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 5 novembre 2014, à 10 heures

Président : M^{me} Mesquita Borges. (Timor-Leste)

Sommaire

Point 61 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (*suite*)


Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

14-64052X (F)



Merci de recycler 



La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 61 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (suite)
(A/69/12, A/69/12/Add.1 et A/69/339)

1. **M. Guterres** (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) dit que, ces dernières années, le nombre de déplacements forcés au niveau mondial a régulièrement augmenté pour atteindre plus de 51 millions de personnes en 2013. Étant donné le nombre croissant de conflits dans le monde et les pressions résultant des changements climatiques, de la croissance démographique, de l'urbanisation, de l'insécurité alimentaire et de la pénurie d'eau, cette tendance à la hausse devrait se poursuivre. Les besoins toujours plus nombreux ont dépassé les augmentations récentes des moyens de financement. Le système humanitaire est au bord de la faillite et ne pourra pas répondre de manière satisfaisante. Même si la communauté humanitaire continue à s'associer à de nouveaux donateurs et élargit sa coopération avec le secteur privé, ces mesures ne suffiront pas pour combler le déficit. Il est indispensable de revoir le rapport fondamental qui existe entre le financement des activités humanitaires et celui du développement. Le budget international total de l'aide humanitaire est équivalent à 10 % à peine du montant disponible pour la coopération au service du développement. Pourtant, dans le contexte de conflits qui ne cessent de se multiplier, les fonds alloués au développement ne sont bien souvent pas accessibles assez rapidement et les agents humanitaires sont obligés de compenser le manque d'aide structurelle.

2. Les institutions de développement, les donateurs et les institutions financières internationales doivent travailler de concert pour accroître la flexibilité et la complémentarité des activités à court et à plus long terme et être présents sur le terrain dès le début des crises. Un leadership politique énergique sera nécessaire pour changer les objectifs, les priorités et la culture organisationnelle de la coopération au service du développement. Il est également indispensable de faire preuve de plus d'imagination en matière de financement. Ainsi, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a commandé une étude pour étudier les modalités éventuelles d'un système d'utilisation des contributions statutaires pour financer un fonds central

d'intervention pour les urgences humanitaires bien doté en ressources, ou « super-CERF », pour les situations d'urgence de niveau 3.

3. Un autre facteur important est la nécessité de remplacer le système multilatéral humanitaire actuel, qui est essentiellement une création occidentale, par un partenariat universel capable de tirer parti de tous les efforts et ressources disponibles. Alors que beaucoup de pays d'accueil de réfugiés n'ont pas signé la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés (Convention sur les réfugiés) leurs politiques actuelles témoignent d'une générosité à l'égard des personnes cherchant une protection qui est profondément enracinée dans leurs traditions et leurs croyances. Le droit international moderne sur les réfugiés par exemple reprend de nombreux principes de la tradition et de la législation islamiques. Il espère que le Sommet humanitaire mondial fera progresser une approche véritablement universelle de l'expression des valeurs et principes humanitaires et du respect de l'espace humanitaire.

4. Plusieurs situations exigent une action immédiate. Les réfugiés syriens représentent maintenant la population de réfugiés relevant du mandat du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) la plus nombreuse. Cette crise a également d'énormes répercussions sur les économies, les services publics, les communautés et les populations d'autres pays de la région, en particulier le Liban et la Jordanie. L'Iraq a dangereusement été immergé dans le conflit en République arabe syrienne. En 2014, des centaines de milliers de Syriens ont cherché refuge dans la région du Kurdistan tandis que plus de 1,9 million d'Iraqiens étaient déplacés à l'intérieur de leur pays en 2014 et que 180 000 de plus avaient fui à l'étranger.

5. Les déplacements massifs récents en Afrique posent au HCR un problème majeur du point de vue capacité et besoins financiers. En République centrafricaine, quelque 410 000 personnes sont déplacées à l'intérieur du pays et plus de 420 000 sont réfugiées dans les pays voisins. Au Soudan du Sud, 1,4 million de personnes sont déplacées et 467 000 ont fui en Éthiopie, en Ouganda, au Soudan et au Kenya depuis décembre 2013. L'insécurité constante au nord du Nigéria a eu pour conséquence le déplacement de 650 000 personnes et 54 000 réfugiés au Cameroun et au Niger. Alors que certains réfugiés maliens sont rentrés dans leur pays d'origine, 140 000 restent en

Mauritanie, au Niger et au Burkina Faso et l'insécurité représente toujours un immense défi au Mali. En Libye, le conflit a déplacé environ 287 000 personnes à l'intérieur du pays alors que les départs en bateau vers l'Europe augmentent et sont la cause de décès en mer toujours plus nombreux.

6. La situation en Ukraine a conduit au déplacement interne de 442 000 personnes, tandis que 213 000 ont demandé la protection juridique en Fédération de Russie et 8 000 dans d'autres pays européens. Outre les nouvelles situations d'urgence, les conflits de longue durée en Afghanistan, en Somalie et dans d'autres pays continuent de requérir l'attention et les ressources limitées des institutions humanitaires.

7. En 2014, les actions d'urgence ont été la priorité première de la communauté humanitaire avec cinq situations d'urgence de niveau 3 à l'échelle du système, ce qui a demandé des efforts sans précédent de la plupart des organisations. Les mesures relatives à la sécurité du personnel et les investissements dans la gestion de la sécurité restent prioritaires pour le HCR dans de nombreuses opérations, du fait que plus de 80 agents humanitaires, y compris un membre du personnel du HCR, ont perdu la vie depuis le début de 2014.

8. La protection humanitaire des réfugiés repose actuellement sur trois piliers : les pays d'accueil et les communautés, les donateurs et les partenaires. Il est d'une importance capitale que l'institution de l'asile soit toujours préservée et respectée par la grande majorité des États. Malgré l'insuffisance de l'aide, les pays en développement accueillent 86 % des réfugiés du monde, comparé à 70 % en 2014. Il est nécessaire que les plus riches fassent preuve de solidarité au niveau international et partagent le fardeau pour soutenir les pays d'accueil ayant des ressources limitées.

9. Pour ce qui est du soutien des donateurs, les contributions volontaires au HCR ont atteint des niveaux sans précédent avec des dons qui dépasseront probablement les 3 milliards de dollars en 2014. Certains de ces engagements généreux sont le fait de nouveaux donateurs et du secteur privé. L'optimisation de l'efficacité des moyens limités de financement, en partie grâce à des mesures visant à réduire proportionnellement les coûts structurels, restera prioritaire pour le HCR. Grâce aux efforts qu'il a déployé au cours de ces dernières années pour accroître

son efficacité, le volume des opérations a triplé, avec seulement 30 % d'augmentation du personnel dans le monde entier et une diminution de 30 % du personnel à Genève. Il met dorénavant l'accent sur la surveillance et la responsabilisation.

10. En ce qui concerne les partenariats, le HCR continue de coopérer avec les acteurs du développement afin de veiller à ce que les efforts humanitaires et de développement soient complémentaires à partir du moment où intervient le déplacement. Actuellement son objectif est de renforcer encore sa collaboration avec le Programme alimentaire mondial, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres institutions des Nations Unies ainsi que de mettre en œuvre les recommandations de son dialogue constructif avec les organisations non gouvernementales et le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Afin de stabiliser la situation des Syriens déplacés et de rendre les communautés d'accueil et les réfugiés plus résilients à long terme, le HCR a collaboré étroitement avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale afin de trouver les moyens d'associer l'aide humanitaire et l'assistance au développement. Cette conception sous-tend le plan régional pour les réfugiés et la résilience coordonné par le HCR et le PNUD qui sera lancé en décembre 2014 par des gouvernements hôtes et plus de 150 partenaires. Le HCR continue également à soutenir énergiquement la mise en œuvre du programme de transformation du Comité permanent interinstitutions. Fin 2013, il a publié son modèle de coordination des réfugiés qui a pour but de donner un point de référence direct, systématique et inclusif aux gouvernements d'accueil et aux partenaires et de laisser une certaine flexibilité dans les situations impliquant tant des réfugiés que des personnes déplacées. Sa coopération avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires est particulièrement appréciée dans ce contexte.

11. Dans le cadre du mandat de protection du HCR, les domaines prioritaires comprennent notamment l'apatridie, la protection en mer et la protection des femmes et des enfants. Les progrès réalisés dans le traitement de l'apatridie sont encourageants. Il y a eu 42 adhésions à la Convention de 1951 sur le statut des réfugiés et à la Convention sur la réduction des cas d'apatridie depuis 2011 et les États sont de plus en plus nombreux à modifier leurs lois sur la nationalité afin

de mettre fin à l'apatridie. Néanmoins, il y a encore au moins 10 millions d'apatrides. En novembre 2014, le HCR a lancé une campagne mondiale pour mettre un terme à l'apatridie en 10 ans et il compte sur le soutien énergique des États Membres pour atteindre cet objectif ambitieux.

12. Chaque semaine, des centaines de personnes en quête de protection tentent de traverser la Méditerranée, le Golfe d'Aden ou la Baie du Bengale dans des embarcations dangereuses en plaçant leur vie entre les mains de passeurs. L'augmentation récente des déplacements maritimes irréguliers pose des problèmes complexes aux États concernés, notamment en matière de sauvetage et de débarquement, de conditions de réception appropriées, de traitement juste des demandes de protection et de la nécessité de renforcer la coopération et le partage du fardeau au niveau régional entre les pays concernés. Il attend avec intérêt l'examen de ces questions avec les États Membres, la société civile et d'autres partenaires lors du Dialogue annuel du Haut-Commissaire sur les défis de protection.

13. Enfin, l'approche du HCR pour faire face à l'augmentation dramatique du nombre d'enfants réfugiés et de mineurs non accompagnés demandeurs d'asile qui ont plus de risques d'être victimes de l'exploitation sexuelle ou de mauvais traitements, du travail d'enfant et de mariage précoce, consiste à mettre l'accent sur l'accès à une éducation de qualité, à des soins psychosociaux et à l'enregistrement des naissances. Un soutien ciblé est également offert aux enfants ayant des besoins spécifiques. Les efforts déployés pour prévenir et réagir à la violence sexuelle et sexiste sont de plus en plus liés à la protection des enfants et aux problèmes d'éducation. Des progrès ont été accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie mondiale du HCR pour renforcer la réponse à la violence sexuelle et sexiste mais relativement peu a été fait dans le monde en matière de lutte contre l'impunité et d'appui aux victimes.

14. La mise en œuvre de solutions durables reste l'aspect le plus problématique du mandat du HCR. La création récente de Solutions Alliance avec de nombreux gouvernements et des organisations humanitaires et de développement a été une mesure encourageante car il est évident que les initiatives globales ont les meilleures chances de succès. Des progrès encourageants ont été accomplis en Afrique, notamment l'opération de rapatriement librement

consenti pour les 30 000 réfugiés angolais restants en République démocratique du Congo, l'intégration locale d'Angolais en Zambie, la stratégie de solutions générales pour les réfugiés rwandais et le programme de naturalisation de la République-Unie de Tanzanie pour les réfugiés burundais de longue date. L'Initiative mondiale du HCR pour les réfugiés somaliens aidera à améliorer réellement la situation de ce groupe, alors que l'Accord d'Addis-Abeba pour les réfugiés somaliens, adopté par six gouvernements de la région, cherche à conserver et à améliorer l'espace de l'asile. La politique « hors des camps » pratiquée par l'Éthiopie et son programme de bourses d'études universitaires pour les réfugiés sont particulièrement dignes d'attention.

15. Dans le cadre de la Stratégie de recherche de solutions globales pour les réfugiés afghans, les Gouvernements du Pakistan et de la République islamique d'Iran ont notamment donné des preuves qu'ils délivrent des cartes d'enregistrement et améliorent l'accès à l'éducation et à des permis de travail pour les réfugiés. Il espère que cette Stratégie deviendra une des principales priorités nationales du nouveau Gouvernement afghan afin que le rapatriement librement consenti dans des zones plus sûres soit plus attrayant et durable. Le Gouvernement équatorien a mis en œuvre une solution globale pour les réfugiés colombiens axée sur l'offre de possibilités de moyens de subsistance, alors que les gouvernements latino-américains adopteront bientôt un plan d'action qui donnera un nouvel élan à l'amélioration de la protection et à la recherche de solutions dans toute la région.

16. Les innovations du HCR consistent notamment à fournir une aide en espèces aux réfugiés, ce qui leur permet de faire leurs propres choix tout en soutenant également les économies locales. Récemment, il a aussi publié des orientations concernant les solutions autres que les camps. Elles seront mises en œuvre dans le cadre de la législation nationale mais il est à espérer qu'elles aideront les gouvernements à rechercher d'autres possibilités permettant aux réfugiés d'apporter une contribution à leurs pays d'asile et de mener une vie plus digne et productive.

17. La prévention des conflits est la meilleure façon d'éviter un échec total du système d'intervention humanitaire. Il s'agit essentiellement de trouver la volonté politique internationale nécessaire pour s'attaquer aux causes profondes du déplacement,

responsabilité qui n'entre pas dans le champ d'action de l'intervention humanitaire. Bien qu'il appartienne aux États concernés de faire les efforts nécessaires pour prévenir et régler les conflits, une aide internationale beaucoup plus forte est également requise, notamment un appui plus important aux efforts de médiation et de stabilisation aux niveaux national, régional et international. En l'absence de volonté politique et de prévoyance, les conflits se poursuivront sans fin à des coûts faramineux ou se termineront par des compromis qui auraient pu être atteints sans violence. Beaucoup des autres problèmes fondamentaux pour la société humaine, notamment les changements climatiques et la propagation du virus Ébola, ne pourront trouver de solution que si les dirigeants politiques s'engagent à collaborer. L'action humanitaire n'y suffira jamais; la véritable solution doit être une solution politique.

18. **M. Al-Obaidi** (Iraq) dit que son gouvernement continue à collaborer avec la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq afin d'aider les Iraquiens déplacés et il est reconnaissant au HCR de l'aide qu'il fournit aux Iraquiens qui ont été déplacés suite aux attaques du groupe terroriste de l'État islamique en Iraq et au Levant. Son gouvernement continue à apporter un soutien aux réfugiés syriens en Iraq. Il demande comment les gouvernements et les partenaires internationaux pourraient mieux coordonner leur action afin d'aider les personnes déplacées.

19. **M^{me} Belskaya** (Biélorus) dit que le nombre de demandes adressées à son gouvernement par des réfugiés et des personnes déplacées a décuplé au cours des derniers mois. Il continuera à faire des efforts considérables pour fournir à ceux qui en ont besoin l'accès à l'éducation et aux services médicaux, à l'emploi et à une aide financière. Elle demande quelles mesures le HCR envisage de prendre, avec d'autres institutions et partenaires des Nations Unies, afin de trouver une solution à la situation du Moyen-Orient, en particulier en Iraq.

20. **M^{me} Pucarinho** (Portugal) dit que les orientations données par le Haut-Commissaire sur la façon dont le système des Nations Unies pourrait mieux faire face au nombre important de réfugiés et de déplacés, aux risques accrus pour la sécurité et à la réduction de l'espace humanitaire sont bienvenues. À ce propos, elle demande comment les institutions des Nations Unies, les États Membres et les organisations régionales pourraient plus efficacement relever les

défis de la protection des personnes déplacées de force dans le contexte de conflits imprévisibles et qui évoluent constamment et quels mécanismes pourraient être améliorés pour permettre au HCR de mieux répondre aux besoins spécifiques des personnes déplacées dans leur pays, étant donné que, contrairement aux réfugiés, elles n'ont pas de statut distinct en droit international.

21. **M. Musa** (Soudan) remercie le Haut-Commissaire de sa visite récente au Soudan. Depuis que le conflit a éclaté au Soudan du Sud, son pays a reçu plus de 180 000 réfugiés, pour la plupart des femmes et des enfants. Bien que son gouvernement ait donné des instructions pour que ces réfugiés soient traités comme des citoyens, il n'a pas la capacité requise pour répondre à tous leurs besoins; il est donc urgent que la communauté internationale et d'autres donateurs apportent leur aide pour fournir des services de santé et des abris. Les efforts inlassables de son gouvernement ont abouti au rétablissement de la stabilité et de la paix dans de nombreuses régions du Darfour, ce qui a encouragé un certain nombre de réfugiés qui avaient vécu dans l'est du Tchad à rentrer spontanément chez eux, principalement au Darfour occidental. La remise en état des infrastructures et des services doit se poursuivre pour faciliter ces retours spontanés. Les contributions des États Membres pour la réinstallation des réfugiés sont très appréciées mais une augmentation de leurs quote-part et la simplification des procédures d'accès aux fonds faciliteraient considérablement des solutions durables. Enfin, M. Musa remercie le HCR, l'Organisation internationale pour les migrations et l'Union Africaine d'avoir participé à la Conférence régionale sur la lutte contre la traite et le trafic illite des êtres humains dans la Corne de l'Afrique, qui s'est tenue en octobre 2014 au Soudan. Son gouvernement se félicite de l'adoption de la Déclaration de Khartoum et de la mise en œuvre de ses recommandations.

22. **M. Diaz Carazo** (Observateur pour l'Union européenne) dit que sa délégation partage les inquiétudes du HCR quant à l'augmentation sans précédent du nombre de personnes déplacées et se félicite de la coopération accrue entre le Haut-Commissariat, les gouvernements et autres partenaires. Il est important de reconnaître que, si les réfugiés posent des problèmes aux pays d'accueil, ils peuvent aussi apporter une contribution non négligeable aux communautés et aux économies locales et nationales.

Dans ce contexte, et en l'absence de solutions politiques, l'Union européenne s'attache à rapprocher les partenaires au développement et les agents humanitaires afin d'accroître l'autonomie et les moyens de subsistance des personnes déplacées. Il invite le Haut-Commissaire à exposer les principaux obstacles au développement de telles initiatives, car elles restent inaccessibles à beaucoup de réfugiés. Sa délégation apprécierait aussi d'avoir davantage d'informations sur les mesures de rentabilité prévues pour réduire les dépenses du HCR au vu de ses ressources limitées. Sa délégation appuie les efforts toujours plus nombreux du Haut-Commissariat pour collaborer avec des partenaires afin d'assurer une meilleure protection des personnes déplacées ainsi que l'adoption par le Comité permanent interorganisations, en décembre 2013, de la déclaration sur le rôle prépondérant de la protection dans les situations humanitaires. Elle se félicite du lancement récent de la stratégie du HCR en matière d'éducation et se demande quelles autres mesures politiques pourraient être prises pour faire face à l'augmentation dramatique du nombre d'enfants réfugiés.

23. **M. Minami** (Japon) dit que son gouvernement soutient depuis longtemps le HCR et souligne qu'il est important de protéger son mandat. L'écart entre le financement des activités de développement et celui des efforts humanitaires est un problème de longue date que la communauté internationale a tenté de résoudre depuis les années 90, notamment par la création du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et du Fonds central pour les interventions d'urgence. À ce propos, sa délégation demande au Haut-Commissaire de formuler des observations sur les rapports entre le HCR et le Bureau de la coordination et sur la fonction du Fonds. Elle souhaiterait également avoir des informations sur la stratégie du HCR et l'échéancier prévu pour faire face au manque de moyens financiers dans le contexte des opportunités offertes par le soixante-dixième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies en 2015, les discussions sur le Programme de développement pour l'après-2015 et le Sommet humanitaire mondial de 2016. Enfin, il prie le Haut-Commissaire de préciser ce que devraient faire les États Membres pour répondre au besoin d'une direction politique.

24. **M. Kebret** (Éthiopie) dit que, en sa qualité de pays d'accueil de 643 000 réfugiés, l'Éthiopie a fait l'expérience directe du fossé qui existe entre le mandat

du HCR et les fonds dont il dispose. Conformément à la politique portes ouvertes de son gouvernement, qui ne se fonde pas uniquement sur ses obligations conventionnelles mais aussi sur une longue tradition nationale, l'Éthiopie continuera à recevoir les réfugiés qui fuient les conflits armés et les persécutions. Bien que son gouvernement n'ait jamais recouru à la pratique du refoulement, il est obligé d'accueillir les réfugiés de manière à ne pas porter atteinte à ses propres communautés, en ne nuisant pas à l'environnement, en ne compromettant pas leur sécurité ou, plus important encore, en n'exerçant pas de pressions excessives sur les ressources. Des ressources suffisantes doivent être allouées aux pays d'accueil des réfugiés, notamment dans les budgets des programmes de pays. M. Kebret demande l'avis du Haut-Commissaire sur cette question. Sa délégation le félicite pour son Initiative mondiale pour les réfugiés somaliens et souhaiterait avoir des informations actualisées sur les activités relatives à l'adoption de l'Engagement d'Addis-Abeba en faveur des réfugiés somaliens

25. **M^{me} Alsaleh** (République arabe syrienne) exprime la gratitude de son gouvernement pour l'aide fournie par le HCR aux personnes déplacées dans le pays et aux réfugiés syriens dans les régions voisines. À la soixante-huitième session de l'Assemblée générale, sa délégation avait attiré son attention sur les rapports des institutions des Nations Unies, notamment l'UNICEF, et des organisations non gouvernementales qui signalaient le manque de sécurité dans les camps hébergeant des réfugiés syriens dans des pays voisins. Il y a eu des incidents fréquents de vol, de viol, de travail des enfants, de mariage forcé, d'exploitation sexuelle et de traite d'êtres humains, avec la complicité des responsables de la surveillance des camps et d'organisations non gouvernementales locales. Des enfants vivant dans des camps ont également été recrutés pour combattre aux côtés de groupes terroristes armés en République arabe syrienne après avoir subi un lavage de cerveau avec des idées extrémistes et une idéologie radicale takfiriste. Cependant, le rapport du Haut-Commissaire ne fait nullement état de ces graves problèmes. Elle demande quelles mesures le Haut-Commissaire, en tant que responsable de la sécurité de ces camps, a prises en coopération avec les gouvernements des pays d'accueil pour mettre un terme à ces violations des droits des réfugiés syriens.

26. Étant donné que l'ONU reconnaît que le terrorisme sévit dans son pays, sa délégation aimerait savoir si le Haut-Commissaire a l'intention de faire mention de la présence de groupes armés en République arabe syrienne dans ses déclarations et ses rapports futurs, car ce sont eux les premiers responsables du déplacement des Syriens. Enfin, M^{me} Alsaleh relève que les fonds alloués au plan d'intervention du HCR dans les pays voisins correspondent au double du montant alloué pour ses interventions dans son pays et elle demande comment le Haut-Commissaire se propose de remédier à cette contradiction. Il est bien connu que les besoins dans le pays sont bien plus nombreux que dans les camps de réfugiés car la majorité des Syriens déplacés vivent dans les zones urbaines de leur propre pays à leurs propres frais.

27. M^{me} Klemetsdal (Norvège) présente les félicitations de son gouvernement au HCR pour avoir mis l'accent sur les questions de protection et en particulier pour l'appel qu'il a lancé en faveur de la protection du nombre croissant d'enfants réfugiés et pour les efforts qu'il déploie en vue d'éliminer la violence sexuelle et sexiste dans les camps et les communautés d'accueil. Elle demande quelle stratégie pourrait adopter la communauté internationale pour mieux prévenir et régler les problèmes posés par les situations d'urgence multiples de niveau 3, les crises prolongées et le nombre record de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Relevant que la situation tragique de ces personnes retient toujours moins l'attention au niveau international, bien que leur nombre ait atteint le chiffre record historique de plus de 33 millions en 2013, elle se demande comment ce problème pourrait avoir une place prioritaire dans le programme international et s'il existe des moyens et des mécanismes appropriés à cet effet.

28. M. Chir (Algérie) dit que l'Algérie accueille des réfugiés sahraouis, plus de 23 500 réfugiés syriens et un grand nombre de réfugiés du Mali, du Niger, de Libye et d'autres pays sub-sahariens. Sa délégation remercie le HCR des informations données au sujet des efforts déployés par son pays pour mettre sa législation nationale relative aux requérants d'asile en conformité avec les normes internationales. Elle fait sienne l'affirmation du Haut-Commissaire selon laquelle l'aide humanitaire et au développement ne peut se substituer à des solutions politiques. En ce qui concerne des solutions complètes dans des situations prolongées, sa

délégation aimerait avoir des renseignements au sujet des recommandations du Solutions Steering Group (Groupe directeur chargé de la recherche de solutions).

29. M^{me} Clifford (Suède) dit que le Haut-Commissaire défend avec vigueur l'institution de l'asile et la fourniture d'une aide conformément à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés tout en demandant en même temps des solutions politiques durables. Son gouvernement soutient cet appel à la solidarité et en faveur d'approches novatrices pour faire face à l'augmentation du nombre de personnes déplacées. La Suède continue à apporter un soutien durable au HCR, sur le plan tant financier que politique et conserve une des politiques d'asile les plus généreuses qui soit en Europe. Son gouvernement continuera à demander qu'un plus grand nombre de pays ouvrent leurs frontières par solidarité avec les réfugiés et les pays d'accueil les plus touchés par les crises humanitaires actuelles.

30. Sa délégation aimerait savoir quelles mesures pourraient prendre les États Membres, individuellement et collectivement, pour améliorer les politiques de réinstallation et de protection temporaire des réfugiés. Elle souhaiterait aussi savoir quels sont les résultats concrets des sommets humanitaires à venir dont le Haut-Commissaire attend qu'ils aient l'impact le plus fort sur les activités du HCR. Elle fait remarquer que les États Membres ont ajouté un certain nombre de questions de fond nouvelles dans le projet de résolution coordonné par la Suède, sous le présent point de l'ordre du jour; ils ont notamment ajouté des déclarations à l'appui de l'appel à l'action lancé par le Haut-Commissaire au sujet de l'apatridie et du modèle de coordination des réfugiés, mis en lumière l'impact de la réduction des rations alimentaires en Afrique et au Moyen-Orient et souligné la nécessité de partenariats plus forts avec les protagonistes du développement.

31. M. Deng (Soudan du Sud) déclare que le conflit est de nouveau à l'origine de flux de réfugiés et de déplacements internes massifs dans son pays. Son gouvernement apprécie que le HCR ait ouvert ses camps pour protéger les personnes déplacées dans le pays mais les conditions y sont terribles et les moyens pour y remédier font cruellement défaut. Tout est donc fait pour encourager les gens à rentrer chez eux, s'il n'y a pas de danger, ou les renvoyer dans un pays situé en dehors d'une zone de conflit. La question qui se pose est celle de savoir comment la communauté

internationale devrait aborder la situation des personnes déplacées dans leur propre pays, qui ne sont généralement pas considérées prioritaires et pour lesquelles, contrairement aux réfugiés, il n'existe pas de moyen juridique ou institutionnel d'obtenir une aide. Lorsqu'il était le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des personnes déplacées dans leur propre pays, il avait proposé trois options : créer une nouvelle institution pour les personnes déplacées dans leur propre pays, donner la responsabilité de ces personnes à une institution existante ou établir une collaboration. Cette dernière option ayant été retenue, il serait intéressant de savoir comment elle fonctionne. Il demande également s'il y a des perspectives que la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala), qui donne des directives utiles, soit adoptée à l'échelon mondial.

32. **M. Mažeiks** (Lettonie) demande quelles mesures doivent être prises dans l'immédiat pour trouver une solution à long terme pour les 430 000 personnes déplacées en Ukraine, dont les droits et les libertés sont sérieusement limités par la situation. Il demande, en particulier, quel est l'appui du HCR en prévision de ce qui pourrait être un hiver très rigoureux.

33. **M. Aisi** (Papouasie-Nouvelle-Guinée) dit que, dans son rapport (A/69/12), le Haut-Commissaire ne fait pas allusion à la possibilité préoccupante que les populations des petits États insulaires en développement du Pacifique Sud soient déplacées à cause des changements climatiques et de la montée du niveau des mers et il demande si le HCR étudie la question. Il demande également l'avis du Haut-Commissaire sur la question des requérants d'asile en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Nauru, qui n'est pas non plus abordée dans le rapport. Enfin, il souhaite savoir comment le Haut-Commissaire se propose de donner suite à la proposition d'utiliser les contributions statutaires pour financer les activités du HCR.

34. **M. Lynn** (Myanmar) demande comment il serait possible d'intensifier la coopération entre les institutions des Nations Unies et les autres organisations internationales pour mieux faire face au problème de la traite des êtres humains dans la région de la Baie du Bengale.

35. **M. Tesfay** (Érythrée) demande quels sont les mécanismes dont dispose le HCR pour faire la

distinction entre migrants et réfugiés, étant donné que ces deux catégories se retrouvent parfois dans les mêmes camps ou les mêmes centres d'accueil. Il demande également quels sont les mécanismes à la disposition du HCR pour protéger les réfugiés contre l'exploitation des groupes armés ou politiques qui utilisent les camps à des fins de recrutement ou d'agitation.

36. **M. Guterres** (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) dit que la générosité dont le peuple irakien fait preuve à l'égard des réfugiés est un exemple pour le reste du monde. Au milieu de sa propre situation qui est dramatique, l'Iraq accueille plus de 200 000 réfugiés syriens. Avec la formation d'un nouveau gouvernement à Baghdad, toutes les conditions sont réunies pour renforcer la coordination à l'échelle nationale entre le Gouvernement, les institutions des Nations Unies et les autres protagonistes tout en poursuivant les activités au niveau régional. Le HCR continuera à rechercher des moyens de protéger les réfugiés et les personnes déplacées en Iraq. Le HCR renforcera aussi sa présence au Bélarus si le nombre de réfugiés que reçoit ce pays l'exige.

37. Afin d'éviter la faillite du système d'intervention dans la crise des réfugiés, il est indispensable d'améliorer la capacité de prévention et de règlement des conflits de la communauté internationale. Cette capacité a été affaiblie par les changements intervenus dans les rapports traditionnels de puissance qui ont accru le caractère imprévisible des événements. Les solutions dépendent du renforcement de la coopération entre les organisations régionales, l'Organisation des Nations Unies et les États qui exercent une influence sur les parties à chaque conflit. Un engagement plus fort s'impose pour soutenir les pays qui accueillent de très nombreux réfugiés et personnes déplacées.

38. La création d'une institution unique responsable de la question des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays n'est pas viable. L'État concerné est responsable au premier chef du règlement des problèmes relatifs aux personnes déplacées. À cet égard, il est nécessaire d'améliorer la coordination entre les gouvernements, la société civile et les agences humanitaires. De plus, il a fortement recommandé la nomination d'un autre représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des personnes déplacées dans leur propre pays qui pourrait faire prendre conscience du problème et jouer un rôle capital

en veillant à ce que les principes directeurs et la Convention de Kampala sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées soient mis en œuvre. Le nombre croissant d'États qui ont ratifié la Convention est très encourageant et porte à croire que d'autres régions seraient ouvertes à l'adoption d'un instrument similaire.

39. Il applaudit aux efforts que fait le Soudan pour prêter assistance au grand nombre de réfugiés en provenance du Soudan du Sud. Le HCR a conclu un accord tripartite avec le Tchad et le Soudan pour organiser le rapatriement durable des réfugiés du Tchad lorsque la situation sécuritaire le permettra. Il appuie l'appel lancé par le Soudan pour que les possibilités de réinstallation des réfugiés soient plus nombreuses.

40. Le HCR ne s'occupe pas directement du problème de la traite et du trafic illicite d'êtres humains mais il coopère avec l'Organisation internationale pour les migrations sur cette question qu'il juge prioritaire. La communauté internationale doit s'attaquer aux causes profondes de la traite des êtres humains et ouvrir davantage de voies légales à la mobilité, par exemple des systèmes d'octroi de visas et des programmes de regroupement familial, tout en prenant des mesures plus efficaces de lutte contre les passeurs et les responsables de la traite des personnes. Le HCR a des lignes directrices pour faire la distinction entre migrants économiques et réfugiés. Les droits fondamentaux des deux doivent être respectés mais le HCR est seulement responsable de répondre aux besoins de ceux qui fuient les persécutions ou un conflit.

41. Du fait qu'elle préconise des solutions tant au niveau local que mondial, la Solutions Alliance, lancée à Copenhague en avril 2014, est un outil important pour mettre au point une approche globale en vue de mettre fin aux déplacements. Le Haut-Commissaire espère voir davantage de projets dans le cadre desquels les pays d'accueil et de destination travaillent de concert pour traiter les problèmes de réfugiés. En même temps, il faut renforcer le rôle des protagonistes du développement. La culture de la coopération au service du développement doit évoluer afin que les pays à revenu moyen comme le Liban puissent avoir accès à l'assistance dont ils ont vraiment besoin. La coopération au service du développement pourrait contribuer à la stabilité et à la paix et, partant, à mettre fin non seulement aux déplacements mais même aux conflits; il demande donc aux parties concernées,

notamment les agences de développement et les institutions financières internationales, d'examiner les priorités de la coopération au service du développement sous cet angle.

42. Dans un souci d'efficacité, un système d'aide humanitaire réellement universel, englobant toutes les traditions culturelles et religieuses doit être mis en place d'urgence. Il arrive trop souvent que des opérations soient menées en parallèle à cause des origines différentes des prestataires de services humanitaires. Pour répondre à la forte demande d'assistance, il convient d'associer et de coordonner tous les efforts en vertu d'une même compréhension des principes généraux qui inspirent l'action humanitaire.

43. Le HCR a réduit ses dépenses en opérant des coupes sombres dans ses effectifs et ses frais généraux et en établissant un ordre de priorité pour ses activités. Cependant, l'écart entre les ressources nécessaires et celles qui sont reçues a obligé le HCR à passer de l'établissement de priorités à la suppression de programmes essentiels tels que des programmes d'éducation des enfants dans les camps de réfugiés ou la diminution des rations alimentaires des réfugiés en Afrique. Ou bien il faut trouver plus de ressources ou bien il faut faire intervenir plus de protagonistes. En Éthiopie, par exemple, le financement est un problème majeur tandis qu'au Soudan du Sud les réfugiés vivent dans des conditions dramatiques. Le Haut-Commissaire s'accorde à reconnaître qu'il faut poursuivre une démarche axée sur des solutions permettant aux personnes concernées de rentrer volontairement chez elles ou de se réinstaller dans des zones sûres. Le financement des programmes du HCR en Afrique est tout à fait insuffisant. Les tragédies qui se produisent sur ce continent doivent avoir le même rang de priorité que celles qui font le plus souvent la une des journaux comme la situation en Ukraine, en Iraq et en République arabe syrienne. La prévention est véritablement la seule façon de réduire le déficit de capacités. Celles-ci pourraient être améliorées si la prévention échoue mais elles ne parviendraient jamais à suivre l'augmentation exponentielle des besoins. Les solutions politiques sont les plus importantes mais il appartient à la communauté internationale de les trouver. Le HCR est tenu de respecter les principes d'impartialité et de neutralité et ne saurait intervenir à cet égard.

44. À propos de financement, le HCR a des rapports opérationnels très efficaces avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et demande que les contributions statutaires soient utilisées pour créer un «super fonds central pour les urgences humanitaires» de niveau 3 auxquelles il est impossible de faire face sur la base d'un financement volontaire. Il n'a pas proposé que les contributions statutaires servent à financer le HCR. Les fonds non affectés sont les plus utiles parce qu'ils peuvent être utilisés de différentes manières et améliorer la capacité du HCR à réagir aux différentes crises qui se produisent. Il remercie la Suède de contribuer si généreusement au HCR, dans une large mesure en fonds non affectés.

45. Jusqu'à ces derniers temps, la République arabe syrienne était le deuxième pays d'accueil de réfugiés dans le monde et il est temps maintenant que la communauté internationale aide les Syriens déplacés dans leur pays et en dehors. Ceci signifie les protéger contre l'exploitation et autres formes d'exaction. Le HCR collabore avec les gouvernements des pays d'accueil pour traiter ces problèmes et il a l'impression que des améliorations sensibles ont été enregistrées au niveau de la sécurité. Le HCR a pour mandat d'aider ceux qui fuient les conflits et les persécutions, qu'ils soient le fait d'acteurs étatiques ou non étatiques. Il appartient cependant aux États, et pas au HCR, d'assurer la sécurité des populations. Le HCR a le système le plus moderne qui soit d'enregistrement des réfugiés hors des camps, qui a permis de garantir par exemple que pas un seul réfugié syrien dans les pays voisins ne soit mort de froid l'hiver dernier. Des subventions en espèces ont été fournies aux familles vulnérables et le HCR collabore avec les gouvernements des pays d'accueil pour garantir que les réfugiés bénéficient de soins de santé et aient accès à l'éducation. Le manque de ressources est cependant considérable puisque la population des réfugiés syriens dépasse les 3 millions. Les camps de réfugiés doivent avoir un caractère strictement humanitaire et il est totalement inacceptable que des groupes armés y mènent des activités de recrutement ou autres activités similaires. Le HCR est déterminé à collaborer avec les pays d'accueil pour veiller à ce que le statut humanitaire des camps soit respecté.

46. En Ukraine, le HCR aide le Gouvernement à répondre aux besoins des personnes déplacées grâce à un programme de préparation pour l'hiver et un soutien aux familles vulnérables. Il faut, cependant, trouver

une solution à long terme à cette situation. Le HCR a pour mandat de protéger les personnes qui fuient les conflits ou les persécutions mais le Haut-Commissaire se rend compte qu'il est nécessaire de trouver une solution pour les personnes qui pourraient être déplacées pour d'autres raisons, par exemple l'élévation du niveau des mers comme l'a fait remarquer le représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Il a été suggéré de traiter le problème comme une question d'apatridie mais les ressortissants d'un petit État insulaire en développement dont le territoire a disparu souhaiteront peut-être rester citoyens de leur pays et ne pas prendre une autre nationalité. Le problème exige une solution novatrice. Pour ce qui est du programme de coopération auquel participe la Papouasie-Nouvelle-Guinée, il tient à souligner que les États sont directement responsables des réfugiés qui arrivent sur leur territoire et que cette responsabilité ne devrait pas, en principe, être externalisée.

47. **M. Boubacar** (Mauritanie), prenant la parole au nom du Groupe africain, dit qu'il y a 3,5 millions de réfugiés en Afrique et que la situation a pris des proportions alarmantes. Cette population augmente rapidement au moment où le continent est confronté à de sérieux problèmes en ce qui concerne le redressement économique, la menace de l'épidémie d'Ébola, la crise de la dette, la détérioration des termes de l'échange, l'effondrement des prix des produits de base, la sécurité alimentaire et les effets des changements climatiques. Le Groupe africain espère que l'étude sur la contribution de l'Afrique à l'accueil des réfugiés sera bientôt terminée pour être soumise à l'examen du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

48. Il n'y aura pas de solutions si l'on ne s'attaque pas aux causes profondes des crises que connaît l'Afrique. Le Groupe africain continuera à renforcer le dialogue permanent sur cette question. Il demande à la communauté internationale de redoubler d'efforts pour fournir une aide matérielle et financière à l'Afrique afin de renforcer les engagements déjà pris et les initiatives régionales de prévention et de règlement des conflits et de consolidation de la paix. Pour ce qui est des solutions durables aux situations prolongées des réfugiés et à l'apatridie, le rapatriement librement consenti des réfugiés est l'option préférée, bien que l'intégration et la réinstallation au niveau local soient aussi recommandées. Le Groupe africain encourage le HCR à poursuivre son travail dans ce sens tout en

continuant à se pencher sur le problème de la xénophobie et à équilibrer ses ressources entre les situations d'urgence et celles qui se prolongent.

49. Les pays africains prennent les mesures nécessaires dans les limites de leurs capacités pour faire face aux crises de réfugiés sur le continent. Néanmoins, ces mesures dépendent d'une solidarité authentique, de la coopération internationale et du partage des charges et des responsabilités entre les États, le HCR et les autres partenaires. Le phénomène qui s'amplifie des situations prolongées de réfugiés, souvent exacerbées par l'insécurité alimentaire, les tensions sociales et la violence, est particulièrement préoccupant. En outre, la région africaine a bien souvent un rang de priorité peu élevé pour ce qui est de l'aide humanitaire pour des raisons géopolitiques et économiques qui font encore durer les conflits et accroissent le nombre de personnes déplacées. L'insuffisance toujours croissante des moyens de financement est un problème très inquiétant car elle a pour conséquence des réductions forcées des rations alimentaires des réfugiés en Afrique, ce qui menace d'aggraver la malnutrition aigüe et l'anémie. Bien que le budget du HCR pour l'Afrique ait été porté à 2,5 milliards de dollars en 2014, seuls 834 millions ont été fournis. Les déficits de financement de l'assistance à la République centrafricaine et au Soudan du Sud sont particulièrement critiques et ont de sérieuses conséquences pour leurs populations. Les réductions budgétaires proposées en 2015 pour plusieurs régions d'Afrique sont une autre source de préoccupation.

50. À sa soixante-cinquième session plénière qui s'est tenue en septembre 2014, le Comité exécutif du HCR a rendu hommage aux pays et aux peuples d'Afrique pour l'hospitalité et la solidarité dont ils ont fait preuve à l'égard de millions de réfugiés et de personnes déplacées. À ce propos, le Groupe africain est convaincu que l'engagement renouvelé de tous les États et le partage des responsabilités entre eux permettront d'améliorer la situation des réfugiés en Afrique.

51. **M. Mwinyi** (République-Unie de Tanzanie), prenant la parole au nom de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), réaffirme l'engagement de la Communauté à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et à son Protocole de 1967 ainsi qu'à la Convention régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique. Il dit que les déplacements internes continuent

à augmenter en Afrique où le nombre de personnes déplacées a passé de 10,4 millions à 12,5 millions. La détérioration de la situation en Afrique sub-saharienne, en particulier au Soudan du Sud, en République centrafricaine et en République démocratique du Congo, témoigne de la gravité de l'insécurité persistante donnant lieu à de nouvelles situations d'urgence et prolongeant encore des situations de longue durée. L'Afrique sub-saharienne continue à se heurter à une baisse du niveau de financement, ce qui est en contradiction avec les principes de responsabilité et de partage du fardeau. Les pays en développement ont donné plus que leur part malgré leurs propres difficultés économiques.

52. Le HCR a continué à effectuer l'enregistrement et des réfugiés et à déterminer leur statut dans plus de 60 pays. Une des principales résolutions des réunions tenues récemment dans la zone de la Communauté de développement de l'Afrique australe est axée sur la nécessité d'harmoniser les lois sur les réfugiés en vue d'élaborer une politique-cadre régionale sur les questions relatives aux réfugiés. La SADC est donc préoccupée par la prédominance constante du HCR et du recours à celui-ci pour jouer des rôles et remplir des fonctions qui devraient l'être par les pays d'accueil. La Communauté demande au HCR de mettre au point un plan d'action et un programme bien définis en vue de renforcer les capacités des pays d'accueil pour qu'ils soient en mesure d'enregistrer les réfugiés, de déterminer leur statut et de tenir à jour des bases de données pertinentes, toutes ces fonctions ayant des incidences au niveau de la sécurité.

53. Les efforts déployés par la SADC pour résoudre les situations de longue durée concernant les réfugiés comprennent la création du Plan stratégique indicatif de développement régional qui décrit les stratégies relatives à la réintégration sociale alors que le Plan stratégique indicatif pour l'Organe énonce les principales activités de ses États membres, comme le développement d'une compréhension commune des groupes cibles à réintégrer, l'identification des partenaires de financement, l'élaboration d'un manuel sur la réintégration sociale, le partage des meilleures pratiques de la région sur la réintégration sociale des combattants démobilisés, des réfugiés et des personnes déplacées et l'organisation d'ateliers de formation.

54. Intervenant au nom de son pays, il fait remarquer que la décision de son gouvernement de naturaliser 162 156 anciens Burundais n'a pas été prise à la légère

vu le nombre élevé de réfugiés qui devraient être intégrés localement, les incidences budgétaires et les coûts. En conséquence, le financement de l'initiative exigera l'appui total de la communauté internationale et fera participer tant les partenaires de l'assistance que les acteurs du développement. Il ne faut pas que l'initiative prise pour mettre fin à des situations de longue durée concernant les réfugiés en Afrique échoue faute d'un financement suffisant.

55. **M^{me} Schlyter** (Observatrice pour l'Union européenne), prenant également la parole au nom des pays candidats l'Albanie, l'Islande, le Monténégro, la Serbie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, des pays du processus de stabilisation et d'association la Bosnie-Herzégovine et, de plus, de l'Arménie, de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine déclare que le monde passant d'une crise à l'autre, il est inévitable que les déplacements soient toujours plus nombreux et qu'une approche complète à long terme s'impose. Il faut faire beaucoup plus pour prévenir les déplacements forcés, s'attaquer à leurs causes profondes et appuyer des solutions pour ceux qu'ils touchent. Les crises multiples de niveau 3 et l'épidémie d'Ébola ont mis en évidence les pressions exercées sur les organisations humanitaires et leur capacité d'action limitée. En même temps, la fourniture de l'aide est devenue de plus en plus complexe. En vue du Sommet humanitaire mondial de 2016, la communauté internationale doit collectivement s'efforcer de reconfirmer les principes humanitaires fondamentaux et souligner l'importance du respect du droit international humanitaire.

56. L'Union européenne réaffirme qu'elle est déterminée à apporter son soutien aux États généreux qui accueillent un grand nombre de réfugiés et aux communautés hôtes qui acceptent des populations de réfugiés. Il faut en particulier renforcer la protection, améliorer la situation des personnes concernées et faciliter des solutions durables.

57. Bien que l'appui financier dont bénéficie le HCR soit le plus élevé qui ait jamais été atteint, avec des contributions de presque 3 milliards de dollars en 2014, le budget axé sur les besoins pour 2015 se monte à presque 6,3 milliards de dollars. Les donateurs, les organisations internationales et les gouvernements d'accueil doivent intensifier leurs efforts pour combler le fossé entre les acteurs humanitaires et ceux du développement afin d'améliorer la protection, offrir une aide plus efficace aux personnes déplacées par la

force et progresser vers des solutions durables. De meilleures synergies entre les programmes d'urgence, de développement et de protection, qui réunissent des organisations internationales, des organisations de la société civile et des gouvernements nationaux, profiteront tant aux déplacés qu'à leurs communautés d'accueil. L'Union européenne collabore avec les Gouvernements jordanien et libanais et les gouvernements hôtes dans les régions du Sahel et de la Corne de l'Afrique pour combler le fossé entre les acteurs humanitaires et les agents du développement. L'étroite collaboration entre les pays d'origine et les pays voisins, avec l'appui du HCR, pour élaborer des programmes régionaux de développement et de protection est digne d'éloges.

58. Dans l'Union européenne, les demandes d'asile ont augmenté jusqu'à plus de 450 000 en 2013. Les conflits en Iraq et en République arabe syrienne, la pauvreté et les troubles dans la Corne de l'Afrique et en Afrique de l'Ouest et le chaos sécuritaire en Libye en ont incité beaucoup à fuir vers l'Europe. À cet égard, le nombre de personnes qui se sont noyées dans la mer Méditerranée a considérablement augmenté en 2014. Des gens désespérés tombent également entre les mains de trafiquants avec des conséquences souvent tragiques. Par le biais de son programme humanitaire de sauvetage Mare Nostrum, l'Italie a ramené plus de 100 000 migrants sur des rivages sûrs. L'Union européenne a adopté une approche globale visant à maintenir un niveau de protection élevé, à éviter les pertes de vies humaines et à s'attaquer aux causes profondes qui poussent les gens à fuir leur foyers. Elle se félicite du choix de la protection en mer comme sujet du Dialogue du Haut-Commissaire sur les défis en matière de protection en 2014.

59. Le nombre d'enfants réfugiés a augmenté considérablement au cours des dernières années, les mineurs représentant plus d'un quart de toutes les demandes d'asile en Europe en 2013. Le nombre de mineurs non accompagnés demandant l'asile dans l'Union européenne est cependant resté relativement stable en 2013.

60. Au niveau national, les États Membres doivent s'engager à élaborer et à mettre en œuvre des politiques durables pour assurer la protection des personnes déplacées par la force. Les États qui reçoivent des requérants d'asile doivent également faire face au racisme et à la xénophobie en sensibilisant leurs citoyens aux valeurs humaines

fondamentales qui inspirent les engagements pris au niveau international de protéger ceux qui fuient les conflits et les persécutions.

61. **M^{me} Derderian** (États-Unis d'Amérique) dit que la contribution de son gouvernement au HCR a dépassé 1 milliard de dollars en 2014. L'ampleur des crises en République arabe syrienne, en Iraq et en Afrique a mobilisé toutes les ressources de la communauté humanitaire. Bien que le HCR ait relevé les défis, il ne faut pas le pousser au-delà de ses limites. Le fait d'entretenir et d'apprécier les partenariats anciens tout en en développant de nouveaux doit constituer la base opérationnelle des activités du HCR. Les besoins des plus vulnérables ne pourront être satisfaits que grâce à des mesures rigoureuses de communication et de coordination.

62. Le HCR doit continuer à renforcer ses capacités organisationnelles en poursuivant une politique de ressources humaines susceptible de donner de bons résultats dans les situations d'urgence. Son gouvernement félicite le HCR d'accroître l'appui des programmes et de veiller à ce que les frais d'administration contrebalancent les coûts considérables des opérations de terrain et il note avec satisfaction qu'il est passé d'un processus de planification axé sur les ressources à un processus axé sur la performance et les résultats. Il est important que le HCR continue dans cette voie, en faisant en sorte que les normes objectives et les indicateurs soient plus mesurables et moins subjectifs, en améliorant l'établissement des rapports sur les indicateurs et en intégrant les recommandations et les conclusions tirées de ses évaluations dans les programmes futurs.

63. **M. Lukiyantsev** (Fédération de Russie) dit que son gouvernement affirme que la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés doit rester la base du système international pour la protection des réfugiés et que le mandat du HCR ne doit pas être modifié. Le travail du HCR doit être strictement humanitaire et non politisé. Son gouvernement estime que le rôle clef du Comité exécutif dans la mise en œuvre des décisions relatives à la protection internationale des réfugiés doit être préservé et il réaffirme son engagement aux normes du HCR pour répondre aux déplacements forcés à grande échelle. Il soutient les efforts du HCR en faveur d'une réforme structurelle et budgétaire de ses activités qu'il doit mener strictement dans le cadre de son mandat actuel. Il convient de coordonner les efforts du HCR et des gouvernements afin de créer des

mécanismes nationaux de protection des réfugiés et de faciliter les efforts du HCR pour faciliter le développement des systèmes nationaux appropriés. Les formes et les modalités des activités de coordination pertinentes doivent être clairement définies.

64. Son gouvernement soutient l'approche du HCR dans la recherche de solutions à long terme aux problèmes du retour, du rapatriement librement consenti et de la réinstallation. Des méthodes plus équilibrées, qui devraient être fixées avec les principaux partenaires régionaux, doivent être adoptées pour la réinstallation à grande échelle dans des pays tiers dans les situation d'urgence. La Fédération de Russie demande au HCR de mettre davantage l'accent sur la réduction de l'apatridie, notamment le problème ancien de l'apatridie de grande ampleur en Lettonie et en Estonie qui est inacceptable.

65. Les autorités fédérales et locales russes prennent toutes les mesures possibles pour s'adapter et répondre aux besoins humanitaires des citoyens ukrainiens qui ont été forcés de quitter leur pays à la suite du conflit armé interne. Il y a actuellement en Fédération de Russie plus de 800 000 personnes venues d'Ukraine dont presque 450 000 ont demandé l'asile temporaire ou une autre forme de statut de résidence. La représentation du HCR en Fédération de Russie a visité les locaux destinés aux réfugiés ukrainiens, ce qui lui a permis de se faire une idée objective de la population déplacée par la force. La Fédération de Russie est reconnaissante au HCR des mesures qu'il a prises pour attirer l'attention de la communauté internationale sur le problème des réfugiés ukrainiens et lui demande instamment de continuer à mettre objectivement en lumière les conséquences humanitaires de la crise ukrainienne, notamment celles du flux migratoire important vers la Fédération de Russie et d'autres pays européens. Le HCR est également prié d'aider à la réintégration des réfugiés rapatriés et des personnes déplacées dans le sud-est de l'Ukraine.

66. **M. Rishchynski** (Canada) dit que le renouvellement de l'engagement international pour assurer la protection des civils et la stabilité est d'autant plus important qu'il se produit une escalade des conflits et une augmentation considérable des déplacements dans le monde entier. Prenant l'exemple de l'Iraq où les minorités religieuses prises pour cible par l'État islamique en Iraq et au Levant ont été obligées de fuir, il note avec préoccupation qu'une fois ces groupes religieux minoritaires déplacés, ils sont

confrontés à d'autres risques, ont moins d'accès à un soutien et à une protection formels et informels et continuent à être victimes de la discrimination, de la violence et de l'exploitation. Les déplacements ne sont pas dus seulement à des conflits; le virus d'Ébola qui a exacerbé des problèmes anciens concernant la paix et la sécurité est un défi mondial qui exige une action internationale conjuguée et intersectorielle. Son gouvernement s'inquiète des incidents de refoulement dans différentes régions et demande à tous les États de respecter cet élément essentiel du système international de protection. Pour réagir aux crises soudaines qui évoluent rapidement, il faut donner la priorité à la recherche et à la mise en œuvre de solutions durables aux déplacements prolongés.

67. Les chiffres élevés d'enfants déplacés par la force et non accompagnés et le risque permanent de violence sexuelle et de violence à l'égard des femmes sont un sujet de préoccupation. Sa délégation souligne qu'il est important de veiller à ce que les enfants déplacés jouissent d'un environnement sûr favorisant leur développement et aient les possibilités de formation nécessaires pour retrouver leur enfance. L'éducation est un outil puissant pour réduire la vulnérabilité des enfants, en particulier lorsqu'il s'agit de réfugiés de longue durée.

68. **M. Antonio Patriota** (Brésil) dit que le HCR a diminué ses dépenses de personnel au siège et a mis davantage l'accent sur les opérations afin de relever les nouveaux défis. Environ 90 % du personnel du HCR travaillent actuellement sur le terrain, ce qui doit être un exemple pour toutes les institutions et le système des Nations Unies dans son ensemble.

69. La collaboration entre son gouvernement et le HCR s'est intensifiée, notamment par le biais d'un accord de coopération et une contribution financière de 3 millions de dollars destinée à améliorer l'efficacité des mécanismes de procédure du Comité national brésilien pour les réfugiés. Compte tenu du flux croissant de réfugiés au Brésil, le HCR a ouvert récemment un deuxième bureau à São Paulo en partenariat avec les autorités fédérales et des organisations de la société civile. Depuis 2013, le Brésil a accordé des visas à plus de 5 000 requérants d'asile pour des raisons humanitaires. L'initiative visant à faciliter l'octroi de visa sera prolongée en 2015 et au-delà sans contingents ni limites quantitatives. Des politiques spécifiques pour les Syriens, les Palestiniens de Syrie et les Libanais ont été

adoptées, notamment un décret visant à accélérer les procédures de regroupement familial. Donnant la preuve de leur engagement aux principes de solidarité et de partage du fardeau, d'autres États de la région, comme l'Uruguay et l'Argentine, ont adopté des mesures similaires. En décembre 2014, le Brésil accueillera une réunion ministérielle à l'occasion du trentième anniversaire de la Déclaration de Carthagène sur les réfugiés, au cours de laquelle seront adoptés un plan d'action sur l'amélioration de la protection et des solutions pour toute l'Amérique latine. Un projet de loi sur la protection des personnes apatrides sera bientôt présenté au Congrès brésilien.

70. Son gouvernement attache de l'importance à la protection des femmes et des enfants réfugiés. Des organisations régionales, notamment la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, ont condamné la pratique de détention des mineurs. Le traitement des enfants et des adolescents pendant leur arrestation et leur incarcération au motif de leur statut irrégulier et de leur entrée sans papiers dans les pays de transit et de destination est source de sérieuses préoccupations. Il est indispensable de défendre et de promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous les requérants d'asile et d'éviter le recours à des pratiques susceptibles d'accroître leur vulnérabilité. Les enfants réfugiés doivent également être protégés contre les violations des droits de l'homme et pouvoir avoir accès aux services, notamment à l'éducation. À cet égard, le Brésil a participé aux activités conjointes du HCR et de l'UNICEF dans le cadre de l'Initiative Pas de génération perdue.

71. Conformément à ses politiques de coopération humanitaire, son gouvernement appuie vigoureusement la stratégie de renforcement de l'autonomie des réfugiés, de leurs moyens de subsistance et de leur résilience par des envois d'argent, des achats locaux et des filets de sécurité sociale, car ces instruments comblent le fossé entre les mesures d'assistance et de développement. À cet égard, il se félicite du Pan régional pour les réfugiés et la résilience et il est heureux de constater que les programmes d'envois d'argent sont plus largement utilisés par le HCR et qu'il s'efforce davantage de garantir la nutrition et la sécurité alimentaire grâce à une collaboration conjointe avec le Programme alimentaire mondial. Le Brésil a apporté un soutien financier aux projets pilotes du HCR pour la mise en œuvre de programmes d'achats

locaux qui contribuent au développement des économies locales, à la dignité des réfugiés et à leur acceptation par les communautés d'accueil.

72. Le Brésil félicite le Haut-Commissaire d'avoir mis en lumière le rôle de la prévention, de la diplomatie et des solutions politiques pour aborder la situation difficile des réfugiés. Ces problèmes sont la conséquence de stratégies militaristes adoptées souvent à tort pour trouver une solution à des conflits et il est grand temps d'arrêter cette violence gratuite.

La séance est levée à 13 heures.